

64

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ELECTRICIENS:
INSTALLATION ET DISTRIBUTION**

Convention collective de travail du 23 juin 2000



CHAPITRE I. - Champ d'application

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire des electriciens.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers: les ouvriers et ouvrières

Art. 2

Les parties signataires se déclarent d'accord, en exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000, conclu le 8 décembre 1998, et de la section IV, chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action beige pour l'emploi 1998 et portant diverses dispositions, ainsi qu'en exécution de l'arrêté royal du 4 juin 1999 portant les conditions de forme auxquelles la convention collective de travail et l'accord relatif à la formation et à l'emploi doivent répondre compte tenu des présents principes, pour conclure au sein de la Sous-commission paritaire des electriciens une convention collective de travail sur la formation.

CHAPITRE II. - Groupes à risque

Art. 3.

En application de l'arrêté royal du 27 Janvier 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi avec application de l'article 7 §2 de la loi du 26 juillet 1996, la perception de 0,15 %, prévue dans l'accord national 1997-1998 et prévue dans l'accord national 1999-2000 et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

SCP 149.01 - Electriciens

Formation

Ratifié le 23.06.00

h:\homepage\CAO\2000\149.01\400fr

NEEDLEGOING-DÉPÔT | REGISTRE-ENREGISTRÉ

27/09/2000

17-10-2000

55705/6/149.01

Art. 4.

Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risques, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi peu qualifiés, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les demandeurs d'emploi ayant suivi le plan d'accompagnement, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les migrants, les demandeurs d'emploi dans un statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie, il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentées à la Sous-commission paritaire, avant de procéder au licenciement d'un ouvrier de 45 ans ou plus, afin d'examiner des possibilités alternatives en matière de formation professionnelle ou de réadaptation professionnelle.

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds de sécurité d'existence en vue d'examiner des mesures d'accompagnement.

Art. 5.

Les parties signataires s'engagent à chercher un système de formation en alternance de qualité et gère paritairement, dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle. En vue d'une adhésion sectorielle, il sera négocié entre autres avec les instances compétentes concernant la formation des classes moyennes, l'apprentissage industriel, le FOREM/VDAB, les CEFA/CDBSO, Le 1er septembre 2000 au plus tard, le statut et le programme de formation doivent être opérationnels.

Art. 6.

Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du Travail d'exempter le secteur des versements de 0,10 % destinés au Fonds pour l'emploi.

CHAPITRE III. - Formation permanente

Art. 7.

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus via la perception de 0,60% sur les salaires bruts conclue pour une durée indéterminée.

Art. 8

La mission de base de Formelec/Vormelek consiste à :

- appuyer une politique de formation sectorielle, en particulier:
 - examen des besoins de qualification et de formation;
 - développement de trajets de formation en fonction de la première formation et de la formation permanente;
 - surveillance de la qualité et certification des efforts de formation destinés au secteur;
 - autres initiatives de formation à déterminer par le secteur.
- déployer des initiatives en vue de promouvoir la sécurité d'emploi des ouvriers, comme prévu plus spécifiquement de l'accord national 1999-2000.

Art. 9.

Les parties signataires s'engagent à élargir le champ d'action de Formelec/Vormelek, en particulier dans le cadre de sa mission de certification. Le groupe de pilotage est chargé de la mise en œuvre de cette disposition.

CHAPITRE IV. - Credit formation

Art. 10.

A partir du 1er Janvier 1999, un crédit-formation à raison de deux heures par trimestre et par ouvrier est constitué sur le plan collectif et par entreprise. La formation permanente des ouvriers sera assurée au moyen de ce crédit-formation. L'on entend par formation permanente: la formation qui améliore le savoir-faire de l'ouvrier, renforce sa position sur le marché de l'emploi et répond aux besoins des entreprises et du secteur.

Le crédit-formation est calculé sur base du nombre d'ouvriers pendant le premier trimestre de l'année calendrier précédente. Ce calcul aboutit à un compteur de crédit-formation.

Exemple: une entreprise qui occupait 10 ouvriers pendant le premier trimestre de 1998 dispose d'un crédit-formation de 80 heures en 1999. Le compteur de crédit-formation s'élève à 20 heures à l'issue du premier trimestre de 1999.

On diminue le compteur de crédit-formation à raison du nombre d'heures de formation suivies par l'ouvrier ou par les ouvriers. Seules les formations certifiées (coordonnées ou organisées) par Formelec/Vormelek sont prises en compte.

À la fin de l'année calendrier, le solde du compteur de crédit-formation peut être transféré vers l'année calendrier suivante. Formelec/Vormelek gère le compteur de crédit-formation.

Au cours du premier trimestre de chaque année, Formelec/Vormelek communique le crédit-formation aux entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire.

Le crédit-formation est réparti au maximum sur toutes les catégories d'ouvriers de l'entreprise en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut, avec les ouvriers.

CHAPITRE V. - Plan de formation - entreprise

Art. 11.

Chaque entreprise rédige chaque année un plan de formation en entreprise. Ce plan de formation de l'entreprise est soumis à l'approbation du conseil d'entreprise ou, à défaut, à l'approbation de la délégation syndicale ou du personnel.

Le plan de formation de l'entreprise est transmis avant le 25 décembre de chaque année à la Sous-commission paritaire c/o Formelec/Vormelek BDC, bte 35, Esplanade du Heysel, 1020 Bruxelles. Ce plan tient compte des besoins de formation et des réponses que l'entreprise souhaite y apporter.

En vue d'une certification sectorielle et pour pouvoir invoquer la Loi sur le Congé-éducation payé, l'exécution de ce plan se fait en collaboration avec Formelec/Vormelek.

L'exécution de ce plan fait également l'objet d'un suivi et d'une évaluation annuelle par les parties concernées.

L'évaluation annuelle est effectuée au conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation avec la délégation syndicale ou par la Sous-commission paritaire.

CHAPITRE VI. - Dispositions finales

La presente convention collective de travail entre en application au 1^{er} octobre 2001 et est valable pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un preavis de six mois, notifié par lettre recommandée a la poste, adressée au President de la Sous-commission paritaire des electriciens: installation et distribution.

Ce preavis peut prendre effet au 1^{er} Janvier 2002 au plus tot.

Lorsqu'une des parties veut dénoncer la presente convention collective, celle-ci s'engage a convoquer trois mois avant que le preavis ne prenne effectivement effet, toutes les parties pour en expliquer les raisons et en meme temps presenter et discuter des propositions d'amendements.

02

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ELEKTRICIENS: INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 2000



HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werkers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomite voor de elektriciens: installatie en distributie.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder werklieden verstaan: de werklieden en werkers.

Art. 2

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om, in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000, gesloten op 8 december 1998 en van sectie IV, hoofdstuk II van de Wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, alsook in uitvoering van het koninklijk besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair Subcomite voor de elektriciens een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en opleiding.

HOOFDSTUK II. - Risicogroepen

Art. 3.

In uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7 §2 van de wet van 26 juli 1996, wordt de inning van 0,15%, voorzien in het nationaal akkoord 1997-98 en voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 en gesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

PSC 149.1 - Elektriciens
Opleiding en vorming
Bekrachtigd op 23.06.00
h:\homepage\CAO\2000\149.01\400nl

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
27 -09- 2000 | 17 -10- 2000

55705 16/14901

Art. 4.

Rekening houdende met de bepalingen van hoger genoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, werkzoekenden die het begeleidingsplan hebben gevolgd, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde werklieden, werklieden die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologie en werklieden van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een werkmans van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met een van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair subcomité, teneinde alternatieve mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing te onderzoeken.

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Fonds voor bestaanszekerheid, teneinde begeleidingsmaatregelen te onderzoeken.

Art. 5.

De ondertekenende partijen engageren zich om in het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen te zoeken naar een paritair beheerd en kwalitatief alternerend opleidingsstelsel. Daartoe zal in functie van een sectorale aansluiting ondermeer onderhandeld worden met bevoegde instanties inzake de Middenstandsopleiding, ILW, VDAB/FOREM, CDBSO/CEFA's... Ten laatste op 1 September 2000, moet zowel het statuut als het opleidingsprogramma operationeel zijn.

Art. 6.

Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

HOOFDSTUK III. - Permanente vorming

Art. 7.

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,60% van de brutolonen, afgesloten voor onbepaalde duur, te bevestigen.

Art. 8.

De basisopdracht van Vormelek/Formelec omvat:

- het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:
 - onderzoek van kwalificatie- en opleidingsnoden,
 - ontwikkeling van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming,
 - kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector,
 - andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven

- het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de werkzekerheid van werklieden, meer specifiek zoals voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000.

Art. 9.

De ondertekenende partijen engageren zich om het actieterrein van Vormelek/Formelec uit te breiden in het bijzonder in het kader van haar certificeringsopdracht. De stuurgroep is belast met de uitwerking.

HOOFDSTUK IV. - Vormingskrediet

Art. 10.

Vanaf 1 januari 1999 wordt er collectief per onderneming een vormingskrediet a rato van twee uur per kwartaal per werkmán opgebouwd. Met dit vormingskrediet zal de permanente vorming van de werklieden verzekerd worden. Onder permanente vorming wordt verstaan: de vorming die het vakmanschap van de werkmán bevordert, zijn arbeidsmarktpositie versterkt en beantwoordt aan de noden van de ondernemingen en de sector.

21

Het vormingskrediet wordt berekend op basis van het aantal werklieden tijdens het eerste kwartaal van het voorgaande kalenderjaar. Deze berekening resulteert in een vormingskrediet teller.

Bijvoorbeeld: een bedrijf dat tijdens het eerste kwartaal 1998 10 arbeiders tewerkstelde, beschikt in 1999 over een vormingskrediet van 80 uren. De vormingskrediet teller bedraagt na het eerste kwartaal 1999, 20 uren.

De vormingskrediet teller wordt verminderd a rato van het aantal door de werkmans of werklieden gevolgde opleidingsuren. Hiertoe komen enkel door Vormelek/Formelec gecertificeerde (gecoördineerde of georganiseerde) :opleidingen in aanmerking.

Het saldo van de vormingskrediet teller op het einde van het kalenderjaar is overdraagbaar naar het volgend kalenderjaar. Vormelek/Formelec beheert de vormingskrediet teller.

Ieder jaar in de loop van het eerste kwartaal, meldt Vormelec/Formelec aan de bedrijven die ressorteren onder het Paritair subcomite hun vormingskrediet.

Het vormingskrediet wordt in overleg met de vakbondsafvaardiging, bij ontstentenis in overleg met de werklieden, maximaal gespreid over alle categorieën werklieden van de onderneming.

HOOFDSTUK V. - Bedrijfsopleidingsplan

Art. 11.

Elke onderneming stelt jaarlijks een bedrijfsopleidingsplan op. Dergelijk bedrijfsopleidingsplan wordt ter goedkeuring aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan de vakbondsafvaardiging of aan het personeel voorgelegd.

Het bedrijfsopleidingsplan wordt jaarlijks voor 25 december aan het Paritair subcomite p/a Vormelek/Formelec BDC, bus 35 Heizelesplanade, 1020 Brussel overgemaakt.

Dit plan houdt rekening met de opleidingsnoden en de gewenste antwoorden hierop van het bedrijf.

De uitvoering van dit plan verloopt in samenwerking met Vormelek/Formelec in functie van een sectorale certifiëring en van het genot op de Wet op het Betaald educatief verlof.

De uitvoering van dit plan wordt opgevolgd en jaarlijks geëvalueerd door de betrokken partijen. De jaarlijkse evaluatie gebeurt in de ondernemingsraad bij ontstentenis in samenspraak met de vakbondsafvaardiging of door het Paritair subcomite.

HOOFDSTUK VI. - Slotbepalingen

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2001 en geldt voor onbepaalde duur.

Zij kan door een van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van 6 maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomite voor de elektriciens: installatie en distributie.

Deze opzegging kan slechts ingaan ten vroegste vanaf 1 januari 2002.

Indien een van de partijen wenst over te gaan tot de opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst, verbindt deze partij er zich toe 3 maanden voordat de opzegging effectief kan ingaan alle partijen bij elkaar te brengen om de redenen van de opzegging toe te lichten en tegelijkertijd amendementsvoorstellen in te dienen en te bespreken.